

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPD (Sté Pétrolière de Dépôts)

9, allées de Tourny
33000 Bordeaux

Références : -

Code AIOT : 0005201733

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement SPD (Sté Pétrolière de Dépôts) implanté 827, Rue de la Ferme de Carboué ZI Mi-Carrère 40000 Mont-de-Marsan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPD (Sté Pétrolière de Dépôts)
- 827, Rue de la Ferme de Carboué ZI Mi-Carrère 40000 Mont-de-Marsan
- Code AIOT : 0005201733
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site SPD de Mont de Marson stocke des hydrocarbures pour des clients. L'installation est classée seveso seuil haut et comporte des bacs de stockage ainsi que des postes de chargement et déchargement.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	15 jours
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	15 jours
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des justificatifs de conformité ATEX pour les équipements présents en zone ATEX. Certains matériels observés présentent un marquage inférieur au niveau requis ou l'absence de marquage, notamment sur des équipements de sécurité. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la conformité de certains équipements ni la levée effective des non-conformités identifiées. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Les équipements non conformes devront être remplacés ou mis en conformité dans un délai de 15 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]

Constats :

L'exploitant a transmis, par courriel du 4 mars 2026, le plan de zonage ATEX : 8102-C-202 RevH Atex et le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE), en date du 16 février 2026.

L'exploitant ne dispose pas de liste spécifique des équipements présents en zone ATEX. Toutefois, l'annexe du DRPCE reprend la liste des équipements par zone. La liste des équipements électriques est également reprise dans le contrôle des installations électriques ATEX en date du 6 mars 2026.

Le DRPCE ne fait pas apparaître les dispositifs d'alarme.

Le DRPCE prend en compte le matériel ancien installé avant 2003.

Le document prend en compte les risques électriques, non électriques et électrostatiques.

Le DRPCE indique l'existence de procédures à suivre, notamment la présence d'un permis de feu, d'un permis de travail et d'une autorisation de travail.

Le jour de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a vérifié si les procédures avaient été mises en œuvre sur des travaux choisis aléatoirement :

Travaux sur l'écran flottant et l'aspiration flottante du bac n°8 réalisés du 19 janvier 2026 au 06/02/2026 par une société extérieure :

- présence du document d'autorisation de travail en date du 19/01/2026 ;
- présence du permis de feu délivré chaque matin et chaque après-midi du 19/01/2026 au 06/02/2026 ;
- présence du mode opératoire de l'intervention par le prestataire extérieur, validé par courriel par le technicien du bureau d'études de SPD ;
- présence du certificat de la société extérieure SARP, en charge du dégazage et de l'inertage, délivré le 12 décembre 2025.

L'intervention choisie aléatoirement prend en compte les procédures du DRPCE.

Enfin, l'étude de dangers mise à jour le 21 avril 2020 comprend les risques relatifs aux zones ATEX du site qui ne sont pas mis à jour. En effet, l'exploitant a notamment déclassé en zone 2 (anciennement zone 1) les bacs B2, B3, B4 et B9, ainsi que la zone de dépotage FOD, en l'absence d'exploitation de ces installations depuis environ 2017. L'exploitant ne souhaite pourtant pas arrêter totalement ces activités.

De ce fait, les informations de la dernière étude de dangers mise à jour sont erronées pour certains équipements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met à jour les informations relatives aux évolutions des zones ATEX dans son étude de dangers lors de la révision quinquennale. L'exploitant tient à jour une liste du matériel présent en zone ATEX. L'exploitant complète son DRPCE conformément à la réglementation en vigueur. Celui-ci doit notamment faire apparaître que les lieux et les équipements de travail, y compris les dispositifs d'alarme, sont conçus, utilisés et entretenus en tenant compte de la sécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
Constats : Comme évoqué au point de constat n°1 du présent rapport, le plan de zonage de l'étude de dangers n'a pas été mis à jour par rapport aux évolutions du site. Cependant, le plan de zonage ATEX du DRPCE et le plan présent sur site étaient mis à jour par rapport aux évolutions du site. Ce plan fait apparaître la nature des risques 0, 1 et 2 des différentes zones ATEX du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle

ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2).

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté que la signalétique à l'entrée du site qui identifie le zonage ATEX n'était plus visible. Ce panneau, situé à l'entrée du site, indique les consignes à observer dans l'enceinte ICPE, à savoir l'interdiction d'utiliser un téléphone portable, de fumer ou d'apporter du feu.

Une signalétique ATEX a été constatée aléatoirement sur les événements de mise à l'air des tuyauteries de dépotage ainsi qu'au niveau de la pomperie n°1.

Certaines zones n'étaient pas identifiées par une signalétique ATEX, notamment les zones situées à proximité des bacs de stockage.

La signalétique n'identifie pas le niveau de la zone.

Le jour de la visite d'inspection, aucune nouvelle installation n'a été identifiée.

Les consignes ATEX étaient disponibles en salle de contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure que la signalétique relative aux zones ATEX est visible, correctement dimensionnée et maintenue en bon état.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux

Prescription contrôlée :

Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.

Constats :

Il n'a pas été identifié de locaux fermés en zone ATEX sur le site. Les installations présentes sur le site sont composées de bacs de stockage de produits hydrocarbonés, de tuyauteries, de pomperies, de zones de dépotage et de cuvettes de rétention. Le type de ventilation est considéré comme naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Les vérifications, tant sur support papier que sur site, sont effectuées de manière aléatoire et ne sont pas exhaustives.

L'annexe fournie avec le DRPCE de 2026 recense les équipements situés en zone ATEX de l'établissement. Elle précise qu'il n'a pas été possible de vérifier la conformité du matériel en zone ATEX pour l'ensemble du matériel listé.

Le jour de la visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs de conformité ATEX pour les équipements anciens et notamment les équipements ne disposant pas de marquage ATEX. Cependant, l'exploitant ne disposait pas de ces documents. Toutefois, il a pu retrouver un document relatif au dimensionnement de l'évent du bac n°8. Ce projet de document, réalisé par l'Ineris en 2011, n'était pas signé. Il indiquait que le dimensionnement de l'évent était compatible pour un usage de type IIA ou IIB, mais que le joint n'était pas adapté pour la zone.

Il a été constaté que les marquages des appareils électriques tels que les pompes et les moteurs situés au niveau de la pomperie n°1 (zone ATEX) étaient inférieurs au niveau requis. En effet, les pompes situées en zone 1 (IIA, T3) étaient marquées ADF IIIA 80°C.

Par ailleurs, le bouton d'urgence ATU 3 Télémécanique de la pomperie avait été changé. Cependant, aucun marquage ATEX n'a été constaté sur le nouveau boîtier permettant de justifier sa conformité ATEX. De plus, l'exploitant n'était pas en possession des documents relatifs à ce matériel.

Pour conclure, l'exploitant a fait réaliser un examen d'adéquation du matériel électrique et

d'instrumentation implanté en zone ATEX le 6 mars 2026. Il apparaît des non-conformités concernant l'adéquation du matériel électrique avec les caractéristiques des zones ATEX. Au total 22 non-conformités et 33 avis de conformité suspendus (en l'absence de dossier de sécurité) ont été relevés par le bureau d'études, dont des non-conformités relatives à des éléments de sécurité tels que des capteurs de température des bacs ou des soupapes. L'exploitant a précisé, par courriel du 9 mars 2026, avoir procédé à la levée des non-conformités n°6, 18, 19 et 21, et être en cours de correction des non-conformités n°1, 2, 5, 15 et 20. En revanche, l'exploitant n'a pas pu justifier, le jour de la visite d'inspection, de la levée effective des non-conformités ni de la transmission des devis en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

L'exploitant devra, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la présente mise en demeure, justifier que l'ensemble des équipements installés dans les parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'une explosion est conforme aux exigences réglementaires applicables et dispose d'un marquage réglementaire approprié.

À défaut, l'exploitant devra procéder au remplacement ou à la mise en conformité des équipements non conformes dans ce même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours